

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-  
Garonne  
Cité administrative  
24016 PERIGUEUX  
ud-24.dreal-na@developpement-durable.gouv.fr

Périgueux, le 10/02/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15/01/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**VEZE- Les Eyzies**

RD 47 Le Goulet  
24620 Sireuil

Références : 35/2025  
Code AIOT : 0005203003

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/01/2025 dans l'établissement VEZE - Les Eyzies implanté Le Goulet Carrière souterraine 24620 Les Eyzies. L'inspection a été annoncée le 09/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VEZE- Les Eyzies
- Le Goulet Carrière souterraine 24620 Les Eyzies
- Code AIOT : 0005203003
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le principe d'exploitation repose sur une extraction en souterrain de calcaire par la méthode des chambres et piliers abandonnés. Elle concerne le banc calcaire dénommé « niveau inférieur » situé entre les côtes 107 m et 115 m NGF.

Les pierres de tailles sont extraites à l'aide de haveuses électriques, compresseurs et coins éclateurs.

Leur traitement est réalisé sur place en ateliers comprenant des opérations de découpe, sciage et taille à l'aide de matériel adapté (disques, guillottes, outillage manuels), et avec circuit des eaux associé.

L'arrêté préfectoral du 2 août 2016 autorise et définit les conditions de la poursuite de l'exploitation.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
13	Eaux de ruissellement	Arrêté Préfectoral du 02/08/2016, article 8.4.3	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation	Arrêté Préfectoral du 02/08/2016, article 2.3	Sans objet
2	Volume d'activité	Arrêté Préfectoral du 02/08/2016, article 2.4	Sans objet
3	Accès voirie	Arrêté Préfectoral du 02/08/2016, article 3.3	Sans objet
4	Signalisation	Arrêté Préfectoral du 02/08/2016, article 3.1	Sans objet
5	Affichage	Arrêté Préfectoral du 02/08/2016, article 3.1	Sans objet
6	Méthode d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 02/08/2016, article 5.2.2	Sans objet
7	Accès travaux souterrains	Arrêté Préfectoral du 02/08/2016, article 10.2	Sans objet
8	Registre et plans	Arrêté Préfectoral du 02/08/2016, article 12	Sans objet
9	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 02/08/2016, article 7	Sans objet
10	Registre d'avancement	Arrêté Préfectoral du 02/08/2016, article 15	Sans objet
11	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 02/08/2016, article 13.1	Sans objet
12	Prélèvement d'eau	Arrêté Préfectoral du 02/08/2016, article 8.3	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant s'est engagé à redimensionner le bassin nécessaire à la décantation des eaux de ruissellement.

Il est invité à confirmer la réalisation effective des travaux sous 6 mois.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/08/2016, article 2.3
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Situation
<b>Prescription contrôlée :</b> Conformément au plan joint à la demande, lequel est annexé à l'original du présent arrêté, l'autorisation porte sur les parcelles ci-dessous mentionnées représentant une superficie totale de 116 486 m².
<b>Constats :</b> Selon le levé topographique de décembre 2024, l'exploitation est menée dans le périmètre autorisé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Volume d'activité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/08/2016, article 2.4
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Production
<b>Prescription contrôlée :</b> La production annuelle maximale de matériaux valorisables à extraire et à traiter, sur le présent site, est fixée à 8 800 tonnes soit 4 000 m³/an (2 500 m³/an en moyenne).
<b>Constats :</b> La production 2024 est inférieure à la limite autorisée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Accès voirie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/08/2016, article 3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, desserte
<b>Prescription contrôlée :</b> L'accès à la voirie publique est déterminé en accord avec les services compétents. Il doit être aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique. Le débouché, sur la R.D. 47, doit faire l'objet d'un aménagement de sécurité comprenant notamment une signalisation imposant l'arrêt obligatoire (panneau STOP) au niveau de la sortie. L'accès à la plateforme de stockage est aménagé sur la voie privée. Un dispositif physique (merlon, fossé, clôture,...), doit interdire l'accès direct depuis la R.D. 47.
<b>Constats :</b> L'accès à la RD47 est aménagé. Présence notamment d'un panneau stop. Présence d'un portail sur la voie d'accès à la zone atelier. Des enrochements font office de clôture de part et d'autre de l'accès à la zone atelier.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 4 : Signalisation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/08/2016, article 3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Desserte
<b>Prescription contrôlée :</b> Des panneaux de signalisation de type A14 avec mention «sortie de carrière» doivent être implantés aux endroits appropriés notamment, de part et d'autre, sur la R.D. 47.

<b>Constats :</b> Présence sur la RD47 des panneaux avec mention lisible « sortie de carrière »
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Affichage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/08/2016, article 3.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, affichage
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenu de mettre en place, sur la voie d'accès au site, en bordure de la R.D. 47, des panneaux indiquant, en caractères apparents, son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.
<b>Constats :</b> Présence sur la voie privative d'accès au site d'un panneau reprenant les informations précitées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Méthode d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/08/2016, article 5.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dimensionnement
<b>Prescription contrôlée :</b> Extension en surface par rapport à l'autorisation délivrée le 13/12/91  Conformément à l'étude géotechnique référencée VEZ/1106 du 23 février 2012 réalisée par M. Jacques Fine jointe au dossier de demande d'autorisation de renouvellement et d'extension de la carrière, les travaux souterrains d'exploitation sont réalisés selon le plan à l'échelle 1/2500 intitulé « Projet d'extension Plan prévisionnel » joint en annexe au présent arrêté. L'exploitation doit se faire en deux phases : - dans une première phase, la hauteur des galeries est de 5 m, - dans une seconde phase, les galeries sont approfondies de 3 m pour atteindre une hauteur finale de 8 m. La largeur des galeries est de 10 m. Pour une cote de surface inférieure à 150 m NGF, correspondant à une hauteur de recouvrement inférieure à 30 m, les piliers réservés doivent avoir une section carrée de côtés égaux à 10 m. Pour une cote de surface supérieure à 150 m NGF, correspondant à une hauteur de recouvrement supérieure à 30 m, les piliers réservés doivent avoir une section rectangulaire de côtés égaux à 10 et 30 m. Le dimensionnement des galeries et des piliers doit permettre d'assurer la stabilité des vides. Afin d'accroître l'absence de risque de mouvement sur les parcelles en limite du périmètre autorisé, une zone vierge dite « stot de protection » de 10 m doit être laissée en limite des parcelles exploitées en réalisant des galeries borgnes (cf plan projet d'extension - plan prévisionnel) joint en annexe au présent arrêté. Les travaux d'exploitation souterrains doivent être arrêtés à l'approche de l'affleurement en surface lorsque la cote de surface est inférieure à 130 m NGF correspondant à une hauteur de recouvrement inférieure à 10 m dont au moins 5 m de banc calcaire non dégradé. L'exploitant doit notamment veiller à la préservation du nez rocheux et boisé à l'approche de la RD 47 qui assure une continuité dans la perception des abords verdoyants de cet axe routier.
<b>Constats :</b> Selon le relevé de plan de décembre 2024, l'extraction en chambrure sur 2024 s'est déroulée sur

des zones à topographie majoritairement supérieure à 150 m NGF. Ces galeries extraites sur 2024 présentent une largeur de 10 m et une hauteur inférieure à 5 m. Le pilier I7 dégagé en 2024 respecte le dimensionnement fixé. La poursuite de la galerie 13 doit permettre de dégager le pilier E8 suivant les dimensions requises.
L'extraction en sous-pied réalisée sur le secteur des piliers C5-C6 présente une hauteur de galerie inférieure à 8 m.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant est invité à s'assurer d'un dimensionnement adapté du futur pilier G7 (non dégagé à ce jour), les galeries 9 et 10 ne semblant pas strictement parallèles. Il convient de recalculer le cas échéant avec le géomètre ce parallélisme.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 7 : Accès travaux souterrains

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/08/2016, article 10.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle des accès
<b>Prescription contrôlée :</b> L'accès des zones d'exploitation et les ouvertures donnant accès aux travaux souterrains sont interdits par une clôture solide et efficace ou tout autre dispositif équivalent.
<b>Constats :</b> Un nouveau puits muni d'une échelle à crinoline a été réalisé en partie Sud du site (parcelle 864). Le débouché est entièrement clôturé, couvert et muni d'un portail cadenassé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 8 : Registre et plans

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/08/2016, article 12
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, registre
<b>Prescription contrôlée :</b> Un registre et des plans constatant l'avancement des travaux et les circonstances de l'exploitation sont établis et tenus à jour par l'exploitant. Ces documents sont conservés par l'exploitant, tenus à disposition de l'inspecteur des installations classées et remis au directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement tous les trois ans.
<b>Constats :</b> Les plans annotés de la progression des fronts d'exploitation et des karsts/fissures éventuelles rencontrées viennent compléter le registre tenu sur 2024. Y sont reportés notamment les numéros et linéaires de galeries exploitées et piliers dégagés ainsi que la phase d'exploitation (chambrure et reprise en pied ou remblayage).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 9 : Plan d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/08/2016, article 7
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, plans
<b>Prescription contrôlée :</b> Un plan à l'échelle adaptée à la superficie de la carrière doit être établi tous les 6 mois par l'exploitant où sont reportés : - les limites du périmètre (P.A.) sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords dans un

<p>rayon de 50 mètres ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les limites du périmètre extractible (PE);</li> <li>- les galeries, piliers et fronts de taille ;</li> <li>- les courbes de niveau et les côtes d'altitude des points significatifs et, notamment des carreaux (cote NGF) ;</li> <li>- les zones en cours d'exploitation en distinguant les différentes phases définies à l'article 53;</li> <li>- les zones déjà exploitées non remises en état ;</li> <li>- les zones remises en état</li> <li>- la position des constructions, ouvrages ou infrastructures visées au point 6.2 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales ;</li> <li>- les bornes visées au point 3.2 ;</li> <li>- les pistes, voies de circulation et issues ;</li> <li>- les zones de stockage des produits finis, des stériles, des terres de découverte ;</li> <li>- les installations fixes de toute nature (basculs, locaux, installations de traitement, etc ...).</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le dernier plan de relevés géomètre a été établi en janvier 2025.</p> <p>L'exploitation est menée dans le périmètre autorisé.</p> <p>La hauteur des galeries extraites est reportée (en chambrure et en reprise en pied) sur l'édition.</p> <p>Les largeurs et hauteur de galeries sont respectées sur les progressions des galeries Est.</p> <p>L'avancée des fronts extraits (1, 2, 5, 9, 10, 13, 14, 20) sur l'année est codifiée.</p> <p>Pour les zones remblayées en 2024, seule la hauteur de galerie est reportée (la zone n'est pas matérialisée d'un code couleur spécifique).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Sur les prochains plans, l'exploitant est invité à faire apparaître les zones remblayées.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 10 : Registre d'avancement

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/08/2016, article 15</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative, registre</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le registre d'avancement mentionne, notamment, la méthode d'exploitation et, à leur date, le degré d'avancement des travaux, les variations d'allure du gisement, les variations de la méthode d'exploitation et leurs causes, ainsi que, d'une manière générale, tout incident ou accident survenant dans les travaux souterrains.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le registre d'avancement est tenu et annoté de façon hebdomadaire. Y sont reportés les indications prévues.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Ce dernier pourrait utilement être complété de la phase d'exploitation (chambrure ou reprise en pied) et des secteurs remblayés.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 11 : Garanties financières

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/08/2016, article 13.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative, garanties financières</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En toute période, l'exploitant doit être en mesure de justifier l'existence d'une caution solidaire</p>

telle que prévue par la réglementation et d'un montant au moins égal à la somme fixée ci-dessus.
<b>Constats :</b> Les garanties financières ont été renouvelées et actualisées par un acte de cautionnement bancaire du 4/01/24 valable jusqu'en décembre 2028.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'inspection rappelle en séance les différentes modalités de constitution de garanties financières, notamment celle de la Caisse des dépôts et consignations.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 12 : Prélèvement d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/08/2016, article 8.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, prélèvement
<b>Prescription contrôlée :</b> L'eau utilisée pour les opérations de débit, sciage et finition de la pierre en ateliers est prélevée dans le bac de décantation d'un volume de 165 m <sup>3</sup> situé dans le prolongement est de l'atelier de découpe. L'exploitant prend toutes les dispositions dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau. Ce bac de décantation est alimenté par les eaux pluviales issues des toitures des ateliers et d'une partie des eaux de ruissellement pluviaux amont du site. Ces eaux sont complétées par l'eau du puits présent sur le site décrit à l'article 3.5 qui est utilisée uniquement pour le lavage des blocs taillés. Cet ouvrage doit être muni d'un dispositif de mesure totalisateur relevé hebdomadairement et porté sur un registre éventuellement informatisé tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> En réponse à l'inspection de 2023, l'exploitant a mis en place un volucompteur et a extrait la précédente pompe en panne.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 13 : Eaux de ruissellement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/08/2016, article 8.4.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, rejets aqueux
<b>Prescription contrôlée :</b> Les eaux de ruissellement, éventuellement rejetées dans le milieu naturel constitué par le vallon du cours d'eau « La Petite Beune », en surverse du dernier bassin de décantation d'un volume de 30 m <sup>3</sup> sur le plan annexé au présent arrêté, ...
<b>Constats :</b> Le dernier bassin de décantation ne présente pas le volume requis. L'exploitant s'est engagé au travers de devis présentés à réaliser les travaux.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'inspection rappelle que le dimensionnement du bassin est décrit dans l'étude d'impact du dossier de demande. L'exploitant est invité à s'assurer du correct dimensionnement de l'ouvrage qui devra être réalisé sous 6 mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois